

4. Le ministère des Postes ne s'occupe pas particulièrement de la vente des timbres oblitérés. Mais, dans leurs loisirs, les employés récupèrent une petite quantité de ces timbres qui parviennent au ministère par les voies officielles et que nous vendons par petits lots, quand il y en a, aux particuliers en faisant la demande.

LOI DU PRÊT AGRICOLE

M. HANSON (Skeena):

1. Au 31 janvier 1935, quel était, en dollars et en cents, le montant dû en prêts accordés en Colombie-Anglaise en vertu de la loi du prêt agricole du Canada?

2. Combien de prêts ont-ils été accordés? (a) Quel est le montant maximum, (b) quel est le montant minimum?

3. Quels sont les noms, adresse, emploi et traitement des fonctionnaires actuels qui voient à l'exécution de ladite loi en Colombie-Anglaise?

L'hon. E. N. RHODES (ministre des Finances):

1. Au 31 mars 1934 (il n'existe pas encore de statistique plus récente), \$1,322,537.

2. 497; (a) \$10,000; (b) \$400.

3. George Sangster, Victoria,—surintendant provincial et membre de la commission provinciale,—traitement \$3,420 par année. H.-E. Tanner, Saanich, et Walter Paterson, Gordon Head, membres de la commission provinciale, \$10 par jour chacun quand ils s'occupent des affaires de la commission, et, en outre, les frais de déplacement et l'allocation de subsistance, le minimum de leur rémunération étant fixé à \$250 par année. W.-S. Palmer, Victoria, estimateur, traitement \$1,890 par année. Mlle M. Percy, Victoria, sténo-dactylo, traitement \$1,026 par année.

En déposant la réponse à cette question, je ferai remarquer que ce n'est pas l'usage de communiquer les détails relatifs aux traitements des personnels de commissions relevant de l'Etat. Dans le cas actuel cependant, je ne vois pas d'objection, du point de vue de l'intérêt général, à fournir le renseignement demandé. J'ai cru bon, toutefois, de rappeler le principe suivi et de signaler que l'on ne devrait pas considérer le présent cas comme un précédent.

L'hon. M. STEWART (Edmonton): J'espère que le ministre ne considérera pas que ce principe vaut lorsqu'il assumera l'entière direction de la commission du prêt agricole et que le personnel de la commission relèvera directement de l'Etat.

L'hon. M. RHODES: Nous franchirons ce pont lorsque nous y arriverons.

LES CINQ JUMELLES DIONNE

M. FERLAND:

1. Le gouvernement fédéral a-t-il contribué à l'organisation et à l'entretien d'un hôpital pour les cinq jumelles Dionne?

2. Dans l'affirmative, quel montant le gouvernement a-t-il payé?

3. Le Gouvernement a-t-il l'intention d'établir un système d'allocations familiales aux familles nombreuses?

L'hon. M. SUTHERLAND: Je vais répondre oralement. La réponse à la première question est négative, ce qui se trouve à répondre au n° 2 également. Quant à la troisième, le Gouvernement fera connaître son intention par les mesures qu'il proposera, le cas échéant.

QUESTIONS TRANSFORMEES EN ORDRES DE DEPOT DE DOCUMENTS

BUREAU DE POSTE DE COULOMBE, (QUÉBEC)

M. POULIOT:

1. Quel est le nom de la maîtresse de poste de Coulombe, comté de Dorchester?

2. Quand a-t-elle été nommée?

3. Qui l'a recommandée au ministère?

4. Est-elle une femme mariée?

5. Dans l'affirmative, (a) quel est le nom de son mari; (b) est-il sujet britannique par naissance ou par naturalisation; (c) dans le premier cas, quel est le lieu et la date de sa naissance; (d) dans le deuxième cas, à quelle date son certificat de naturalisation a-t-il été publié dans la *Gazette officielle*?

L'hon. M. CAHAN: Je dépose ce document.

PARCS NATIONAUX

M. CHURCH:

1. Le Gouvernement a-t-il reçu des représentations à l'effet qu'il faudrait donner à la province d'Ontario un parc national dans le district de Muskoka (lac des Baies, baie Georgienne)?

2. Le Gouvernement a-t-il fait exécuter des arpentages avec cette intention?

3. Jusqu'aujourd'hui, dans quelles provinces du Canada des parcs fédéraux ont-ils été établis, et où sont-ils situés?

4. Le nouveau bureau fédéral du tourisme ou le National-Canadien collaboreront-ils pour encourager un développement national de ces districts?

MANUFACTURE DE SUCRE

M. GERSHAW:

1. En 1932, 1933 et 1934, quel était le total des capitaux placés dans les manufactures de sucre au Canada?

2. En 1932, 1933 et 1934, quelle a été la quantité de sucre extrait de la betterave?

3. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre les propositions soumises par le Comité de l'agriculture en avril 1932, au sujet de l'augmentation du nombre des établissements pour la fabrication du sucre de betterave?

LOI D'ORGANISATION DES MARCHÉS

M. MacLEAN:

1. Pour le projet adopté dans diverses provinces pour la mise sur le marché des pommes de terre en vertu de la Loi sur l'organisation du marché des produits naturels, 1934, quels sont